

trent qu'elles sont efficaces en présentant sur leurs documents des photos de remises de pétitions et de contacts avec des personnalités officielles. En fait il s'agit en général de rencontres furtives sans lendemain.

En 2004, l'UNSA évoquait ainsi le n° 3 du bulletin de liaison de *SOS-Education* :

Titre en première page : **“Le ministre délégué Xavier Darcos s'explique devant SOS Education.”** Plus bas, la photo d'un jeune homme, visage tourné vers Xavier Darcos : **“Vincent Laarman et Xavier Darcos : la voix des parents enfin entendue par l'Education nationale.”** Or l'association, en tant que telle, n'a jamais rencontré Xavier Darcos. La photo a été prise fin novembre lors d'un petit-déjeuner du *Club Concorde*, un think tank fondé par Jérôme Monod. Rendez-vous fut bien pris avec deux membres du cabinet du ministre délégué à l'Enseignement scolaire, mais pas avec ce dernier. L'un d'eux se souvient avoir reçu des représentants de *SOS Education* le 14 janvier : **“Je me suis fait traiter de gauchiste pour la première fois de ma vie ! Ils m'ont insulté pendant une heure, m'ont accusé d'être un collabo des syndicats.”** Deux mois plus tard, le même conseiller a la surprise de recevoir un courrier très cordial faisant état **“de l'accueil et de l'intérêt [qu'il a] manifesté pour SOS Education”**.

L'INSTITUT POUR LA JUSTICE

L'association *Promouvoir* souligne à propos de la propagande de *l'Institut pour la Justice* (IPJ) que **« le simple fait d'être reçu par un chef de cabinet - qui n'est pas un directeur de cabinet - et qui gère les affaires matérielles courantes de ce cabinet et non les dossiers politiques pour le compte du ministre, ne signifie rien en soi (sinon la volonté de manifester des égards justifiés au père d'Anne Lorraine). De même, les commissions des assemblées (Sénat ou Assemblée nationale) reçoivent chaque année des centaines de mouvements ou personnes d'opinions différentes, et cela n'engage en rien le gouvernement »**.

« On dira que l'IPJ est de formation récente et qu'il est bien trop tôt pour juger de cette efficacité. Mais les méthodes en cause sont utilisées depuis 1992 par “Droit de naître” (qui revendique 200 000 signataires !), sans aucun résultat, et depuis 2001 par “SOS Education”, sans davantage d'impact. »

L'« *Institut pour la justice* » est une association qui fait beaucoup parler d'elle, depuis qu'elle a recruté comme **« président du comité de parrainage »** le colonel Philippe Schmitt, le père d'Anne-Lorraine, atrocement violée et

tuée dans le RER. L'association, qui se focalisait plutôt sur les cambriolages, est désormais dédiée à dénoncer les crimes



sexuels et les manquements de la justice dans ce domaine.

Le siège de *l'Institut pour la Justice* est au domicile de Vincent Laarman, et la présidente de l'association est son épouse, Marie-Laure Jacquemond, **« diplômée d'une grande école de commerce »**.

Comme dans les autres associations de « fundraising », les donateurs sont « membres actifs », ce qui ne leur donne pas le droit de participer aux assemblées générales. Pour participer aux décisions il faut être « membre participant », et pour cela il faut être parrainé par deux membres participants. Le « membre actif » n'a pas d'autre activité dans l'association que de lui donner de l'argent.

Promouvoir fait remarquer que les services fiscaux ont refusé à l'IPJ la possibilité de délivrer des certificats donnant droit à réduction d'impôt, en relevant que **« l'association ne fonctionnait qu'au bénéfice de deux membres, élus au Conseil d'administration pour trois ans »** (décision du 5 mai 2008).

LE GEFI

L'une des dernières associations de ce type est le *GEFI* (Groupement des entreprises françaises indépendantes), qui dit défendre les petites entreprises auprès des pouvoirs publics **« par des méthodes de lobbying qui ont fait leur preuve à l'étranger »**, selon la formule qu'on retrouve partout. Elle a été créée par **« trois jeunes entrepreneurs, Vincent Laarman, entrepreneur associatif, Mickaël Saillant, directeur d'une société de marketing direct, et Étienne de Gourcuff, exploitant d'une jardinerie »**. Ce dernier est membre actif de *SOS-Education*. Michel Saillant est directeur de *France Adresse*, qui se présente comme le spécialiste de l'adresse des seniors, et qui est domicilié à l'adresse de... *Score Marketing*.

Le *GEFI* a commencé son action par un démarchage d'artisans et de commerçants en Normandie, en porte-à-porte (ils disent « hard selling » : il s'agit toujours de vendre...), réalisé par la société *Starexis* qui embauche des jeunes pour faire ce travail. Le directeur de *Starexis* est... Vincent Laarman. L'unique actionnaire est Catherine Nemo, la femme du « philosophe » ultra-libéral Philippe Nemo. Leur fils Jean Nemo a reçu un prix « de l'excellence éduca-



tive » décerné par *SOS-Education* pour son action à la Librairie des écoles, dont il est le propriétaire et gérant.

Jean Nemo est un ami de Damien Thellier, le « directeur des études » de *l'Institut pour la Justice* (et membre du comité de rédaction de *Liberté politique*). Et Mme Nemo est la patronne d'une presse « populaire » qui comprend *Le Nouveau Détective*, magazine de faits divers de préférence sordides qui fit paraître l'appel médiatisé de Cynthia Sardou pour soutenir *l'Institut pour la Justice*...

ET ILS N'ONT POUR NOUS QUE LE PLUS GRAND MÉPRIS

De nombreux catholiques de tradition et patriotes engagés dans le combat contre la décadence sous toutes ses formes donnent volontiers de l'argent à ces associations qui prétendent défendre leurs idées. Or, en fait, les gens qui dirigent ces associations ont le plus grand mépris pour ce que nous croyons. Voici, pour dessiller les yeux des plus naïfs, la fin d'un droit de réponse envoyé à Keros par Vincent Laarman. Il se passe de commentaire :

« Le développement de l'IPJ comme de SOS Education ne repose heureusement pas du tout sur le microcosme catholique de droite. Si c'était le cas, nous aurions du souci à nous faire car c'est un tout petit milieu, financièrement exsangue, intellectuellement à l'agonie, et politiquement inexistant. Nous plaçons beaucoup plus d'espoir sur les milliers de signataires de notre Référendum qui nous arrivent en permanence sur Internet à l'instant même où je vous parle, et dont 99 % n'appartiennent absolument pas à votre milieu, ainsi que sur l'annonce de Cynthia Sardou, qui est ce soir dans plus de 300 000 familles grâce au Nouveau Détective ! Allez vite l'acheter en kiosque, cela fera entrer un peu d'air frais dans vos cervelles ! »